

Esquisse d'une histoire du premier parti communiste en France

René Berthier

Contexte

Le courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT avait subi avant la Grande Guerre une lente érosion du fait de la montée inexorable du courant réformiste, de la répression étatique, d'une série d'échecs lors de grèves très dures. De grosses fédérations, dominées par les réformistes avaient en outre adhéré à la CGT, contribuant à modifier le rapport des forces.

A cela il faut également ajouter la complicité entre l'Etat et les réformistes pour déstabiliser le courant révolutionnaire. La signature de la charte d'Amiens fut l'expression de cette régression du courant révolutionnaire. Elle fut votée à une écrasante majorité du congrès de 1906 (830 voix contre 9), ce qui signifiait que les délégués avaient convenu d'un plus petit commun dénominateur, écartant tout ce qui pouvait faire obstacle à une unité de façade. La charte en effet évacuait complètement un certain nombre d'axes révolutionnaires portés traditionnellement par les anarchistes : la lutte contre l'Etat, la critique du parlementarisme, l'antimilitarisme. Ces trois points, considérés comme « politiques », disparaissent du champ d'action de la CGT. Ainsi s'explique que le congrès du parti socialiste, tenu à Limoges peu après celui de la CGT, ait salué chaleureusement les dispositions de la résolution d'Amiens, et qu'il se soit même permis le luxe de reconnaître le principe d'indépendance du mouvement syndical.

Il est vrai qu'il s'agissait d'une indépendance à la mode d'Amiens, qui reconnaissait explicitement la division du travail entre syndicats et partis, et qui rejetait comme « politique » tout ce qui ne relevait pas de l'action strictement revendicative.

L'adhésion de la direction confédérale CGT à l'union sacrée entérina l'effondrement du courant syndicaliste révolutionnaire.

Lorsque la guerre éclata, le courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT avait entamé son déclin depuis plusieurs années et ne contrôlait plus

l'appareil de l'organisation. En aucun cas peut-on dire que la CGT de 1914 était syndicaliste révolutionnaire. Je ne vais pas entamer un débat ici pour déterminer les raisons de la trahison du Jouhaux et de la direction de la CGT, mais il y a des choses qu'il faut tout de même dire. La direction confédérale, *avec Jouhaux à sa tête*, avait tenté pendant de longues années d'inviter les dirigeants social-démocrates et syndicaux allemands à discuter de mesures communes à prendre en cas de déclenchement d'une guerre entre les deux pays – guerre qui ne faisait de doute pour personne. La CGT avait tenté de nombreuses initiatives dans ce sens, qui s'étaient heurtées à des fins de non-recevoir humiliantes. La CGT avait même organisé une grève générale contre la guerre en 1912, suivie par 600 000 travailleurs, qui avait provoqué une répression féroce contre les syndicalistes et les anarchistes. Il n'y eut rien d'équivalent outre-Rhin.

Et ce n'est pas la moindre des ironies que l'un des deux représentants allemands à la conférence de Zimmerwald qui rassemblait 38 opposants à la guerre, était un certain Ledebour, un dirigeant allemand qui s'était farouchement opposé à toute discussion avec la CGT sur l'éventualité d'une action commune en cas de déclenchement de la guerre !!! En outre, Ledebour avait fait partie d'une délégation des « hommes de confiance » de tous les partis du Reich à qui le ministre allemand de la Guerre fit accepter le vote d'un crédit de guerre exceptionnel, en 1913, afin d'accélérer le réarmement, ce qui n'empêcha pas les socialistes allemands d'assurer en même temps à leurs naïfs homologues français que jamais l'Allemagne n'attaquerait la France.

Bebel, qui faisait partie de la délégation social-démocrate convoquée par le gouvernement, accepta le projet du ministre de la Guerre sous réserve de quelques concessions de forme. Ledebour était sans doute l'un des dirigeants social-démocrates allemands les moins qualifiés pour participer à la conférence de Zimmerwald. A son crédit on peut dire que s'il vota le 4 août 1914 les crédits de guerre par discipline de parti, à l'intérieur du SPD il s'opposa à l'union sacrée et soutint les grévistes allemands de la fin janvier 1918.

Il n'est pas exagéré de dire que le mouvement syndicaliste révolutionnaire fut le seul qui s'était opposé avec acharnement et constance à la guerre, jusqu'à la décision fatale de la direction de la CGT de rallier l'union sacrée. Mais quel que soit le degré de trahison de l'internationalisme prolétarien dont la direction confédérale de la CGT se soit rendue coupable, cette trahison ne survint qu'au terme d'une longue série de tentatives infructueuses pour obtenir l'accord des dirigeants allemands pour participer à une action commune avec les travailleurs français.

Or dans une large mesure, la résolution d'Amiens avait coupé les ailes de la lutte contre la guerre en évacuant l'antimilitarisme, qualifié de « politique », du champ d'action de la CGT. Mais les meilleures résolutions syndicales étant celles qu'on n'applique pas, cela n'empêcha pas les militants ouvriers, dont les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, de tenter de mobiliser les travailleurs pendant la guerre, activité facilitée par le fait que de nombreux ouvriers qualifiés, nécessaires à la production, avaient été rapatriés du front.

Quelques individualités, tel Monatte, résistèrent, cependant. Cela demandait un certain courage, car les responsables syndicaux étaient dispensés d'appel sous les drapeaux. Monatte fut incorporé et fit son temps. Notons qu'il ne déserta pas, comme ce fut le cas de son contemporain Gaston Leval, qui ne se présenta pas à l'appel et rejoignit la CNT espagnole.

Des réactions contre la guerre apparurent cependant, et il est particulièrement significatif que lors de la conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915), dont les représentants étaient tous issus de partis politiques, la délégation française n'était constituée que de militants de la CGT¹.

Il est d'usage, chez certains auteurs que la partialité n'étouffe pas, de citer les signataires du « Manifeste des Seize » (qui étaient en réalité quinze) pour prouver que le mouvement anarchiste international dans son ensemble a soutenu les gouvernements en guerre². Ce genre d'argument est trop manifestement de mauvaise foi pour qu'il soit nécessaire d'y répondre³.

¹ Bourderon, secrétaire de la Fédération des Tonneliers (par ailleurs membre du Parti Socialiste), Alphonse Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux. Marie Mayoux, de la Fédération de l'Enseignement, et Bécicard, délégué de l'Union des Syndicats du Rhône, ne purent obtenir de passeport.

² Une lecture attentive du Manifeste des Seize montre que ses signataires ne soutiennent en réalité pas les gouvernements alliés mais avertissent les lecteurs des conséquences d'une victoire allemande.

³ Évoquant les courants qui ont sombré « totalement dans la collaboration de classe », le Courant syndicaliste révolutionnaire mentionne le « courant anarcho-communiste dont les principaux meneurs rallient l'Union sacrée ». Pour mémoire, voici quelques interventions du mouvement anarchiste contre la guerre, dont certaines datent de bien avant la conférence de Zimmerwald :

Vers la Paix. Appel aux Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires et Anarchistes. (Paris), Impr. Sébastien Faure (décembre 1914). *In-4°, 4 pages. Texte de Sébastien Faure. Première tentative anarchiste contre la guerre.*

-
- Maximilien Luce. 1914-15. *Papillon, gravure sur bois, signée : ML 14.*
- Pierre Chardon : Les Anarchistes et la guerre. Deux attitudes. Genève, Edition du « Réveil ». 1915. *In-12, 8 pages.*
- Aux Anarchistes, aux Syndicalistes, aux Hommes. Signé : Louis Lecoin, Pierre Ruff, détenus politiques. Prison de Caen, août 1915. *In-4°, 5 pages photocopiées. Reproduit dans « le Réveil », journal libertaire suisse.*
- Première lettre aux abonnés des « Temps Nouveaux ». Paris, janvier 1916. *Sans nom d'imprimeur. In-12, 4 pages. Le « Groupe des Temps Nouveaux » expose les raisons de son approbation « de l'œuvre esquissée à Zimmerwald ».*
- Groupe des Temps Nouveaux. Deuxième lettre. Un Désaccord. Nos explications. (Paris), Impr. spéciales du groupe... (mai 1916). *In-16, 63 pages. Introduction, page 2, signée : le Comité pour la Reprise des Relations Internationales qui « se fait un devoir » de patronner et diffuser cette brochure. Dossier de la polémique entre le groupe des T.N. et Jean Grave.*
- Groupe des Temps Nouveaux. Troisième lettre. Projets d'avenir. Février 1917. (Paris), Impr. spéciale des T.N. *In-16, 19 pages. Le groupe informe de sa rupture avec J. Grave et veut créer un nouveau journal : « L'Avenir International ».*
- Réponse de Malatesta au « Manifeste des Seize ». Anarchistes de gouvernement. (Paris, mars 1917). *In-16, 7 pages. Réplique au Manifeste des anarchistes partisans de l'Union sacrée, publié dans « La Bataille » du 16 mars 1916.*
- A Propos du Manifeste du Seize. Déclaration et protestation. Paris, mai 1916. *Sans indication d'impr. In-16, 7 pages. Signé : Groupe d'études anarchistes-communistes.*
- Le semeur. No 1. Edition de guerre. Impr. Union Ouvrière, Genève, juin 1916. *In-4°, 8 pages. Seul numéro paru, publié par Maurice Charron, dit Pierre Chardon.*
- La guerre. Genève, août 1916. Impr. Union Ouvrière. *In-16, 28 pages, couverture illustrée. Rédigé et imprimé par Maurice Charron.*
- Aux lecteurs du « Libertaire ». Paris, septembre 1916. Impr. spéciale du « Libertaire ». *In-4°, 2 pages à en-tête du Libertaire, signé : Content. Le journal, qui ne paraît plus depuis la guerre, veut renouer avec ses lecteurs.*
- Le Libertaire. Notre Attitude. Paris, octobre 1916. Impr. spéciale du « Libertaire ». *In-4°, 2 pages. Rédigé par Lecoin détenu alors à Caen et par Content qui le visitait en prison. Tiré à 12.000 exemplaires, motiva la perquisition de la police, le 3 novembre dans les locaux du Libertaire.*
- Le Libertaire. Imposons la Paix ! Paris, 7 décembre 1916. Impr. spéciale du Libertaire. *In-8°, 2 pages. Rédigé par Lecoin après sa libération. « Fidèle à lui-même, Lecoin fut appréhendé le 11 décembre alors qu'il distribuait ce tract aux passants en plein Faubourg du Temple et il retourna en prison ».*
- La guerre. S.l.n.d., sans nom d'imprimeur (novembre 1917). *In-16, 31 pages. Signé : Le Groupe « Les Révoltés ».*

En effet, il convient de rappeler que ce sont les anarchistes qui ont lancé le premier appel contre la guerre : Sébastien Faure en décembre 1914 pour la France : « Vers la Paix. Appel aux Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires et Anarchistes ».

« La tâche des Zimmerwaldiens de gauche »

Dans « La tâche des Zimmerwaldiens de gauche dans le parti social-démocrate suisse », Lénine conseille dès 1916 la création, au sein des syndicats, de noyaux formés de communistes obéissant aux instructions du parti. Il préconise de

« renforcer l'action social-démocrate dans les associations de tous genres de la classe ouvrière et des couches pauvres de la petite bourgeoisie ou des employés ; former des groupes social-démocrates distincts au sein de toutes ces associations ; préparation méthodique d'un état de choses tel qu'il permettra à la social-démocratie révolutionnaire d'y avoir la majorité et d'en assumer la direction »⁴.

On constate que cela anticipe de plusieurs années la 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste qui imposent aux partis communistes de créer des fractions dans les syndicats :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

1918 ??? S.I., sans nom d'impr. In-4°, 1 page. Tract anonyme daté du 1^{er} janvier 1918.

Pour la vérité. Paris, s.d. Impr. Dangon. In-4°, 2 pages. Diffusé début mai 1918, rédigé par Mauricius (Maurice Vandamme). Défense de S. Faure emprisonné pour avoir publié le journal « C.Q.F.D. » (Ce qu'il faut dire). Appel au bon sens. S.l.n.d. In-4°, 1 page. Tract clandestin, diffusé en juillet 1918, signé : « Un groupe d'anarchistes ».

⁴ Rédigé en octobre-novembre 1916, publié en 1918 en français. Cf. Féning œuvres complètes, Moscou, p. 157.

Cette méthode était en complète opposition avec les pratiques en usage dans le mouvement ouvrier français. Les débats qui eurent lieu à Zimmerwald révélèrent une fracture entre une majorité dont l'objectif était simplement de mettre fin à la guerre, et une minorité qui voulait transformer la guerre en révolution.

La motion présentée par les bolcheviks à la conférence de Zimmerwald stipulait que « la lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère; le seul chemin de libération des horreurs de la guerre passe par la lutte révolutionnaire, pour le Socialisme ». Cette motion fut rejetée, et en fin de compte la gauche – 8 délégués sur 38 – se rallia à un manifeste « centriste » proposé par Trotski. Pour Lénine, cependant, c'était là un « premier pas » vers la scission, qu'il appelait de ses vœux.

La composition des participants à la conférence était hétéroclite. La majorité était pacifiste et souhaitait que la conférence affirme la volonté de défendre l'internationalisme et s'opposait à la guerre impérialiste. Une minorité insistait sur la trahison de la II^e Internationale et sur la nécessité de rompre avec les social-démocrates et de fonder une nouvelle Internationale.

Si à Zimmerwald Lénine et Merrheim n'étaient pas arrivés à un accord sur cette question, c'était pour une raison profonde : la pénétration des organisations ouvrières par un noyautage politique heurtait l'attachement des syndicalistes révolutionnaires pour l'indépendance du syndicalisme, condition de l'unité ouvrière ; c'est aussi pourquoi ils s'étaient refusés à suivre Lénine dans sa lutte en vue de provoquer, par une scission, la création de la III^e Internationale.

Lorsque Merrheim et Bourderon rentrèrent en France, ils publièrent, au nom de la Fédération des Métaux et de la Fédération du Tonneau, une brochure : *Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald*. Ils espéraient que les militants ouvriers et socialistes qui auraient « lu et médité » les résolutions de Zimmerwald, rallieraient le Comité pour la reprise des relations internationales, qui venait de se constituer. Mais la masse restait indifférente : « La masse, qu'a-t-elle fait ? » demande Merrheim. « La masse, elle s'écartait ! Je n'ai pas pu la réveiller, cette masse... » « Elle n'a pas répondu à l'appel de Zimmerwald » ... « ...même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé, la masse ne se serait pas levée, elle était trop écrasée sous le poids des mensonges de toute la presse et des préoccupations générales de la guerre »⁵.

⁵ Cité par Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier (1871-1936)*, p. 188.

C'est seulement quand les grèves ouvrières commencèrent à éclater dans la Seine pour des questions de salaires que les travailleurs vinrent aux organisations syndicales.

Pierre Monatte n'était pas plus optimiste sur la situation en France. Il pense que « notre devoir est bien clair : aider la Révolution russe, la soutenir par la pleine mesure de nos forces. Comment ? Par la Révolution », mai s'il constate que, « en France, soit épuisement des démobilisés, soit état d'esprit du pays vainqueur, nous n'étions pas prêts, aussi n'avons-nous rien fait pour déclencher la grève générale révolutionnaire ; mais nous devons nous préparer pour le jour où la Révolution, flambant en Allemagne et en Italie, la température serait créée. Entre ces deux foyers la France flamberait à son tour. »

À Lyon, aux côtés de Monatte, Robert Louzon menait le même combat. Il reprochait à la CGT l'abandon de la lutte contre l'État et son effort pour se cantonner exclusivement dans les luttes corporatives : les syndicats français cessaient d'être syndicalistes pour devenir corporatistes. A son action traditionnelle contre le patronat et l'État, la CGT avait substitué l'intérêt national. Mais c'est le congrès d'Amiens lui-même qui a évacué la lutte contre l'Etat, dont il n'est pas question dans la fameuse « charte ».

Le 2^e congrès de l'Internationale communiste (17 juillet au 7 août 1920) se tient dans une atmosphère d'optimisme pour les communistes russes. La guerre révolutionnaire qui se déroule à l'Ouest semble déboucher vers l'extension de la révolution en Europe. Les armées de la révolution, commandées par Trotski, sont victorieuses partout. Koltchak est vaincu, Denikine recule (grâce à Makhno, on oublie de le dire), Youdénitch est vaincu. Et elles marchent vers la Pologne triomphalement pour susciter la révolution en Europe occidentale. Le projet de Lénine et de Trotski est de parvenir jusqu'à Berlin pour créer un bloc avec l'Europe centrale, qui pourra ensuite s'en prendre au capitalisme de l'Europe occidentale.

L'armée polonaise recule, abandonne Varsovie à l'armée rouge qui continue sa progression vers l'ouest. C'est dans ce contexte d'enthousiasme que se déroule le 2^e congrès de l'Internationale, dont le programme est résumé par Lénine : « étendre aux divers pays de l'Europe Occidentale les résultats et les leçons de l'expérience révolutionnaire russe »⁶.

En même temps, Lénine désigne les principaux ennemis : l'opportunisme :

⁶ II^e Congrès de la Troisième Internationale communiste, compte rendu sténographique, pp. 21-45, Petrograd, 17 juillet, Moscou, 23 juillet-7 août 1920, éditions de l'Internationale communiste, Petrograd, 1921.

« L'opportunisme est notre ennemi principal. Il est pratiquement démontré que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent aux tendances opportunistes, défendent mieux la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. Sans leur concours, la bourgeoisie ne pourrait se maintenir. »

Ce que les socialistes « orthodoxes » avaient jugé impossible : la construction du socialisme dans un pays arriéré sans prolétariat, devient possible par « l'union des prolétaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies et de l'Orient ». Désormais, il faut « poser la première pierre du mouvement soviétiste dans les pays non capitalistes » et y créer des soviets, y compris en Asie : « la compréhension du rôle et de l'importance des Soviets s'étend aussi sur les pays de l'Orient. Le mouvement soviétiste a commencé dans toute l'Asie, parmi tous les peuples coloniaux ». Lénine définit ainsi l'œuvre à réaliser : « Cette œuvre, c'est celle de la révolution prolétarienne universelle, de la fondation de la République des Soviets du monde. »

Le sentiment de puissance que donnent les succès de l'Armée Rouge encourage le régime communiste à se montrer exigeant. L'ennemi principal reste l'opportunisme et pour lutter contre lui, le congrès va définir 21 conditions impératives auxquelles devront se soumettre les partis désirant adhérer à l'Internationale communiste. Il s'agit d'empêcher l'adhésion des partis social-démocrates centristes. On ne veut que des éléments purs et durs.

C'est dans ce contexte un peu euphorique qu'un premier parti communiste se constitue en France, à l'initiative principalement... d'anarchistes.

Reprendre le contrôle de l'organisation

La fin de la guerre donna un nouveau souffle au courant syndicaliste révolutionnaire : la démoralisation était profonde, mais il fallait reprendre le contrôle de l'organisation dont l'appareil avait collaboré avec le gouvernement. D'après luttes internes d'engagèrent. La révolution russe, qui créa enthousiasme et espoir dans le mouvement ouvrier, accrut encore la volonté des révolutionnaires de reprendre en main leur organisation syndicale, mais elle accrut d'autant la volonté des réformistes de préserver leur contrôle sur l'appareil de la CGT.

Entre la direction confédérale et les structures qui la soutenaient, et les « minoritaires », c'est-à-dire les révolutionnaires, une lutte terrible

s'engagea, dont le courant révolutionnaire faillit sortir vainqueur. Malheureusement, c'est de l'intérieur du mouvement révolutionnaire que surgirent les facteurs de division et d'échec.

De manière compréhensible, le redressement se fit surtout à travers des structures qui avaient maintenu un minimum de cohésion idéologique, ou affinitaire, à partir desquelles il fut possible de regrouper les éléments sûrs. Ce fut en particulier le cas du groupe de *La Vie ouvrière*. Ce travail de type idéologique et affinitaire, qui débordait nécessairement du cadre strictement syndical, devait cependant être naturellement accompagné d'un travail en direction des syndicats.

Après la conférence de Zimmerwald, les militants de la CGT, accompagnés de Trotski, décidèrent de regrouper les opposants à la guerre. Les comptes rendus que les participants à la conférence de Zimmerwald publièrent, les « Lettres aux abonnés de la *Vie Ouvrière* », le texte exposant les raisons de la démission de Monatte du comité confédéral, le texte de M. Capy et A. Desbois informant de leur départ de *La Bataille syndicale* – le journal de la CGT – contribuèrent à rassembler les opposants.

En novembre 1915 Bourderon organisa une réunion des membres du parti socialiste. Toutes les tendances étaient représentées. Merrheim fit un compte rendu de la conférence de Zimmerwald et proposa la constitution d'un Comité pour la reprise des relations internationales. Ce groupe ne dépassa jamais les 150 membres, n'eut pas de règlement ni de statuts, et les cotisations y étaient facultatives. En outre, le comité ne convoqua pas de réunions ni de congrès. Son activité se limitait à la propagande et à l'éducation. Dire par conséquent que ce fut la seule organisation qui s'opposa à la guerre est un peu exagéré, ce qui ne retire rien à son mérite, qui est d'avoir existé. N'oublions pas que ce sont probablement les anarchistes qui ont payé le plus cher, en termes d'emprisonnement, leur opposition à la guerre.

Les anarchistes maintiendront pendant tout le conflit une propagande active contre la guerre, à laquelle l'Etat répondra par des condamnations à des années de prison. Sébastien Faure, animateur de l'hebdomadaire pacifiste *Ce qu'il faut dire*, montrera également une activité sans faille. Ajoutons également les militants métallurgistes de la Loire, et ceux du bâtiment de Paris. Ce sont des hommes comme Raymond Péricat (CGT Bâtiment), Jean-Louis Thuillier (CGT Bâtiment), Jules Lepetit (CGT, terrassier), Benoît Broutchoux (CGT mineurs) qui fourniront les animateurs du Comité de défense syndicaliste, « fer de lance de la résistance à l'Union sacrée au

sein de la CGT », selon les termes de Guillaume Davranche, qui ajoute : « Ce seront eux les instigateurs, en mai 1918, du congrès des syndicats minoritaires et de la tentative de grève générale pour la paix »⁷.

Les animateurs de *La Vie ouvrière* n'ont donc pas le monopole de l'opposition à la guerre. Cette opposition sera également menée par des militants contre lesquels *La Vie ouvrière* avait polémique avant la guerre : la Fédération anarchiste communiste et certains militants anarchistes de la CGT.

Du 24 au 30 avril 1916 eut lieu une seconde conférence socialiste internationale, à Kienthal, en Suisse, en présence de 45 délégués. Le Comité pour la reprise des relations internationales avait désigné A. Bourderon, Merrheim, Marie Mayoux mais, faute de passeports, ils ne purent se rendre en Suisse. Trois députés socialistes français, Brizon, Blanc et Raffin-Dugens, y assistent en tant qu'observateurs.

Après Zimmerwald se constituèrent deux groupes informels : le Comité d'action internationale contre la guerre, et la « fraction zimmerwaldienne » du Parti socialiste (PSU).

Le militant syndicaliste révolutionnaire Raymond Péricat joua un rôle décisif dans l'organisation d'une résistance à la guerre. C'était le secrétaire de la fédération CGT du Bâtiment. Lorsque la guerre éclata, il fut le seul à réclamer, lors du Comité confédéral national de la CGT, l'organisation d'une insurrection contre la guerre, en application de décisions précédemment prises en congrès.

Avec Merrheim, il est l'un des fondateurs, à l'automne de 1915, du Comité d'action internationaliste contre la guerre, et en devient secrétaire en décembre 1915. C'est à ce titre qu'il prend contact avec ceux qu'on appellera les « minoritaires » de la CGT, c'est-à-dire le courant révolutionnaire. Arrêté pour insoumission en décembre 1915, il revient à la vie civile en juin 1916. Il retrouve alors ses camarades du CAI, qui s'est transformé en Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI).

Le CRRRI était ouvert aux socialistes, syndicalistes et anarchistes qui encourageaient la lutte du prolétariat contre la guerre. Deux sections furent créées, l'une socialiste, l'autre, syndicale. L'objectif de ces deux sections était, dans un cas, de reprendre les relations avec « l'Internationale [*socialiste*] tout entière, y compris les Allemands », dans l'autre de reprendre les « relations de la C.G.T. avec l'Internationale syndicale tout entière ». L'objectif était de parvenir à « la réunion commune, dans un

⁷ « Dossier 1914 : Épilogue : Résister à l'union sacrée », <http://www.alternativelibertaire.org/?Dossier-1914-Epilogue-Resister-a-l>

Congrès, des organisations adhérentes à l'Internationale syndicale pour convenir et arrêter une action d'ensemble contre la guerre, en faveur d'une paix sans vainqueur ni vaincu, et la réconciliation des peuples. »

Il s'agissait en somme de réaliser ce que Jouhaux et la direction confédérale avaient tenté de faire avec obstination, mais sans succès, avant la guerre, leurs tentatives se heurtant à un refus catégorique des dirigeants socialistes et syndicaux allemands.

Le parti socialiste s'opposa évidemment à cette démarche, rappelant que les participants à la conférence de Zimmerwald n'avaient aucun mandat, et « qu'une paix durable ne peut être obtenue que par la victoire des alliés et la ruine de l'impérialisme militariste allemand, que toute autre paix, toute paix prématurée ne serait qu'une trêve ou ne capitulation ».

Assez rapidement, les deux « sections » du Comité pour la reprise des relations internationales se séparèrent pour former des entités autonomes. Des conflits étaient apparus au sein de la section « Socialiste ». Devant l'impossibilité de s'entendre avec ses militants, la plus grande partie des membres de la section « Syndicale » se retirèrent et, sous l'impulsion des syndicalistes libertaires, créèrent le « Comité de défense syndicaliste », dont le secrétaire fut Raymond Péricat à partir de mai 1917. Ce dernier fut de nouveau arrêté pour complicité avec l'ennemi, en mai 1918. Libéré en novembre, il lança en février 1919 le journal *L'Internationale*.

Le Comité pour la reprise des relations internationales cessa d'exister au début de 1917.

La « phalange héroïque des patriotes de l'arrière »

Péricat était animé d'une haine tenace des militants de la gauche qui avaient soutenu la guerre, qu'il appelait la « phalange héroïque des patriotes de l'arrière » et les « pires ennemis du prolétariat mondial ». Cette haine explique qu'il ait été attiré par le discours des bolcheviks non moins sévère contre les « social-traitres », bien que ses positions politiques soient loin de celles de Lénine et consorts. Cependant Péricat fut l'un des plus fervents défenseurs de la révolution russe, ce qui fit dire à Lénine : « Le camarade Péricat est un des rares représentants du mouvement ouvrier français qui soit en général avec nous ⁸. »

⁸ Cité par Pierre Berthet, « Les libertaires français face à la révolution bolchévique en 1919 autour de Raymond Péricat et du Parti communiste » (<http://archivesautonomies.org/spip.php?article408>)

«

Pour comprendre l'empressement de certains militants à épouser les thèses bolcheviks, il faut avoir à l'esprit que beaucoup d'entre eux pensaient qu'il existait une proximité entre celles-ci et l'anarchisme – lorsque Lénine annonça ses « thèses d'Avril », de nombreux bolcheviks pensèrent de même. Les soviets étaient vus comme une forme russe des bourses du travail, ce qui n'était pas faux, à l'origine. Ensuite, on pensait alors que la révolution en Europe était imminente, en particulier en France.

La volonté de créer en France un parti communiste sur ce qu'on pensait alors être le modèle bolchevik était évidemment liée au désir de soutenir la révolution russe, mais aussi de créer une structure capable d'agir efficacement lorsque éclaterait la révolution – que beaucoup de militants croient imminente, répétons-le. Pour faire face à cette éventualité, il fallait soit créer de toute pièce un parti révolutionnaire, soit transformer le parti socialiste, le PSU, en parti révolutionnaire. Les militants de l'époque s'opposèrent sur cette stratégie. La majorité des socialistes restèrent au PSU, de la même manière que la majorité des travailleurs restèrent à la CGT, malgré la trahison des directions de ces deux organisations pendant la guerre.

Si le II^e congrès de l'Internationale communiste s'était déroulé dans une certaine euphorie créée par ce qu'on pensait être alors une période d'expansion de la révolution à toute l'Europe, cette euphorie ne dura pas. En effet, deux jours avant ce 2^e congrès, les troupes soviétiques furent écrasées par les Polonais. Les espoirs de faire la jonction avec l'Allemagne et la Hongrie s'évanouissent.

Pendant cette courte période où les dirigeants communistes russes avaient cru à une extension de la révolution à l'Europe, la constitution de partis communistes rompant avec les anciennes organisations réformistes – partis et syndicats – fut encouragée. Trotski ne cessait de presser ses camarades socialistes et syndicalistes révolutionnaires de rompre avec leurs organisations.

C'est à ce moment-là que fut créé en France un Parti communiste, essentiellement constitué... d'anarchistes et de syndicalistes révolutionnaires. Le personnage clé dans cette histoire est Raymond Péricat, secrétaire de la fédération CGT du Bâtiment, un syndicaliste révolutionnaire qui fut le seul à réclamer, lors du comité confédéral national de la CGT du 31 juillet 1914, l'application des décisions des congrès et à proposer une insurrection contre la guerre. Il participe à la création du Comité d'action internationale contre la guerre, dont il devient le secrétaire en décembre 1915. Il prend alors les premiers contacts avec

ceux qui deviendront les « minoritaires » de la CGT. Arrêté en 1916, il rejoint en juillet de cette année le Comité pour la reprises des relations internationales (CRRI), issu du Comité d'action internationale. Le CRRI s'étant rapidement divisé en deux courants, il en rejoint la branche syndicaliste, le Comité de défense syndicaliste (CDS), dont il devient le secrétaire le 31 mai 1917. Il devient également le secrétaire de l'Entraide, une association qui aide les prisonniers politiques. Péricat est de nouveau arrêté en mai 1918 pour complicité avec l'ennemi. Libéré en novembre, il lance en février 1919 le journal *L'Internationale*.

Péricat partageait avec les bolcheviks l'idée d'internationalisme et l'opposition irréductible envers les organisations et les militants qui avaient collaboré avec le gouvernement pendant la guerre, qu'il qualifiait de « pires ennemis du prolétariat mondial ». Il n'est donc pas surprenant qu'il se fut senti attiré par le bolchevisme.

Péricat resta un syndicaliste révolutionnaire attaché à l'action de masse et à la grève générale et farouchement opposé à la scission de la CGT. Ce défenseur de la Révolution russe et des bolcheviks était en fait très éloigné des thèses bolcheviques.

Cependant, ce n'est pas Péricat qui, le premier, eut l'idée de créer un parti communiste, mais A. Bouchez, un militant du Comité de défense syndicaliste et du syndicat CGT des métaux de Bourges. Il n'avait pas d'a priori contre l'idée d'union entre libertaires et syndicalistes car il avait été proche des milieux de *CQFD*, un journal fondé en avril 1916 par Mauricius et Sébastien Faure. *CQFD* (Ce qu'il faut dire) fit campagne contre l'Union sacrée, mais le mouvement anarchiste fut l'objet d'une répression d'une telle ampleur qu'il en fut complètement désorganisé.

Bouchez écrivit dans *Le Soviet* (n° 8, 25 juillet 1920) un article animé d'une flamme révolutionnaire ardente mais où il constate clairement l'absence de flamme révolutionnaire dans la classe ouvrière. « Les partis socialistes-démocratiques, corrompus et périmés, dit-il, doivent disparaître et laisser la place aux jeunes partis Socialistes-communistes et Communistes décidés et compétents. » (Le mot compétent revient plusieurs fois dans l'article.) Mais Bouchez note que « des petits pays comme la Bulgarie, la Serbie, la Grèce s'occupent sérieusement de l'organisation Communiste et paraissent mieux comprendre l'utilité de cette besogne que certains grands peuples, les Anglais et les Français. En France, les efforts dans ce sens sont faibles et manquent de précision et de cohésion. Trois ou quatre groupements se sont formés depuis un an environ, qui discutent et s'occupent du Communisme et de la III^e Internationale. Il y a le Parti Communiste, les groupes de la Fédération Communiste, les Comités de la III^e Internationale et quelques Conseils d'ouvriers syndiqués. » Bouchez

déplore la « division des forces communistes » qui « empêche le recrutement » : « le Congrès de l'Internationale Communiste s'occupera certainement de ce sujet et quelques conseils viendront bien de là ⁹. »

La faiblesse du courant révolutionnaire est également attestée par un commentaire de Fernand Lorient dans le *Bulletin Communiste* n° 36-37 du 1^{er} septembre 1921. Il y oppose l'extrême homogénéité des positions de la direction confédérale de la CGT, « dans sa doctrine et sa tactique réformistes comme dans son prétendu programme de réalisations », par rapport à la faiblesse des « minoritaires » :

« A Clermont-Ferrand, la trahison de Merrheim fait effondrer brusquement l'opposition syndicale. Rien ne montre mieux la faiblesse du fonds d'idées qui guidait à ce moment la minorité révolutionnaire des syndicats français que le fait qu'elle ait pu, même momentanément, être égarée par la défection d'un homme. »

Lorient a raison. Fin décembre 1917 eut lieu à Clermont-Ferrand un « conférence extraordinaire des fédérations nationales, Bourses du travail, et unions des syndicats » lors de laquelle un accord fut passé entre certains minoritaires – Merrheim, Bourderon, Dumoulin – et la majorité confédérale, compromis confirmé au congrès de juillet 1918. Les deux délégués de Zimmerwald rejoignirent donc Jouhaux dans le soutien à une résolution qui appelait à une victoire militaire dans le cadre de la défense nationale. Ce rapprochement avait été rendu possible grâce à un léger glissement de Jouhaux vers la gauche, provoqué par la pression de la base, qui dissociait le Secrétaire général de la droite la plus chauvine de la Confédération.

Ainsi Merrheim avait fait des discours dans le département de la Loire en janvier 1918, et le préfet avait rapporté à son autorité de tutelle que ses discours n'avaient aucun caractère révolutionnaire ou pacifique ¹⁰.

En mai 1917, Quelques mois plus tard, Merrheim manifesta son hostilité à la conférence du CDS organisée par la minorité à Saint-Etienne. De nombreux militants syndicalistes qui en France avaient rejoint Merrheim dans la minorité de Zimmerwald le suivirent dans son mouvement vers le centre.

⁹ <http://archivesautonomies.org/spip.php?article713>

¹⁰ Cf. Jean-Louis Robert, *Les ouvriers, la patrie et la révolution : Paris 1914-1919*, Annales littéraires de l'université de Besançon.

Également : Keith Mann, *Forging Political Identity : Silk & Letail Workers in Lyon, France, 1900-1939*, Berghahn Books, 2010.

Comme Péricat, Bouchez pense que les socialistes avaient trahi lors de la guerre, et la scission était nécessaire. Travailler à l'intérieur du parti socialiste, le PSU, n'est pas possible : il préconise la scission.

Il proposa au CRRI, au CDS, à Péricat et à d'autres militants de constituer un « Parti ouvrier communiste ». Péricat répond favorablement :

« De Paris et de province, des camarades m'écrivent et m'engagent instamment à mener une campagne dans *L'Internationale* pour la création d'un parti – ralliant les éléments de gauche du socialisme, du syndicalisme et de l'anarchie –, qui adhérerait à la III^e Internationale. Après l'appel de des communistes de Russie, l'adhésion du Parti socialiste italien à la III^e Internationale, nous n'avons plus le droit d'hésiter, nous répondons : présent. » (*L'Internationale*, 5 avril 1919.)

Cependant, l'idée ne suscita pas l'enthousiasme chez les militants contactés : on ne veut pas fragiliser le mouvement syndical. Quelques militants, cependant, s'engagent dans le projet qui est un mélange hétéroclite d'anarchisme, de syndicalisme révolutionnaire et de marxisme.

La « Confédération communiste du prolétariat de France »

On envisage la création d'une « Confédération communiste du prolétariat de France » avec un « soviet » dans chaque commune ; un conseil dans chaque département, un « conseil confédéral de délégués du peuple », ou commissaires, à Paris, nommés chaque année en congrès national par les délégués des communes. Le parti communiste pratiquera la lutte de classe jusqu'à l'abolition des classes, l'internationalisme ; il appliquera les programmes de Zimmerwald, de Kienthal, les programmes bolchevik, spartakiste, celui de la III^e Internationale. Le parti assurera la pleine autonomie des communes et appliquera la « dictature momentanée du prolétariat jusqu'à l'établissement durable du communisme ».

L'autonomie des communes cohabite avec la dictature du prolétariat mais le parti rejette le socialisme d'Etat. Les thèses du parti furent décortiquées par les révolutionnaires de l'époque, les uns lui reprochant son excès de marxisme, les autres son excès d'anarchisme.

Le caractère hétéroclite de ce programme est à la fois l'expression de la volonté de soutenir la révolution russe et de l'ignorance de la nature réelle du bolchevisme et du régime qui était en train d'être mis en place en Russie.

Le parti sera fondé le 30 mai 1919 après que le Comité de défense syndicaliste eût rédigé un communiqué et adopté les statuts de l'organisation :

« Le Comité de défense syndicaliste a voté à l'unanimité son adhésion à la III^e Internationale. Il s'est ensuite prononcé en faveur de la création d'un parti communiste (section française de la III^e Internationale). »

La publication du parti, *Le Communiste*, se proclamait « organe officiel du PCF et des soviets adhérant à la section française de la III^e Internationale de Moscou, des conseils ouvriers, de paysans et de soldats ». La question de l'action parlementaire soulevait quelques problèmes. La présence de militants du PSU dans le Parti communiste freina un temps la tendance à l'antiparlementarisme systématique, qui ne se manifesta tout d'abord que marginalement.

Jacques Sigrand était un cheminot syndicaliste et militant de la SFIO. En 1919, lors du congrès de Paris de la CGT, il attaque très violemment la ligne de Léon Jouhaux. Il rejoint le premier Parti communiste français créé par Raymond Péricat dès le début et en devient le secrétaire général. Il fonde l'organe du parti, *Le Communiste*. Cependant il est contraint à la démission dès novembre 1919, à cause de son autoritarisme, ce qui provoque une scission : en novembre la branche proche de Péricat, composée en majorité de libertaires, transforme le parti en « Fédération communiste des soviets » ; Sigrand de son côté regroupe ses partisans pour refonder le parti en février 1920 : celui-ci revendiquait 300 membres et disparut quelques mois plus tard. Révoqué des chemins de fer en février 1920, arrêté pour « complot contre la sûreté de l'Etat » en mai, Sigrand annonça sa rupture avec l'Internationale communiste de sa prison, en septembre 1920.

Les chiffres donnés par *Noir et Rouge*¹¹ montrent qu'à la fondation du parti, les effectifs sont extrêmement faibles, mais que sur un total de 76, il y a 33 anarchistes, 18 syndicalistes révolutionnaires, 17 socialistes et 5 à l'appartenance non connue. Les effectifs de l'organisation estimés par la police seront 3 500 à la fin de 1920. Alors que le parti s'est fondé sur l'idée de rupture avec les anciennes organisations, on constate paradoxalement que beaucoup de militants restent adhérents de leur organisation initiale : Parti socialiste ou Fédération anarchiste communiste.

¹¹ Supplément au journal *Noir et Rouge* n° 29, mai 1993.

Voici la déclaration par laquelle le Parti communiste de Péricat s'affirme adhérent à l'Internationale communiste :

« Le Congrès Communiste de Paris des 25-28 décembre 1919 a adhéré officiellement à l'Internationale Communiste de Moscou. Il a voté la nomination immédiate d'un délégué au Comité Exécutif permanent de Moscou. Il s'est placé sous la présidence d'honneur de Lénine et de Trotsky. Au moment où les vieux partis socialistes hésitent, se disputent et font scission sur cette question, il a pris nettement et publiquement position.

« Par cette décision, il a voulu protester contre la trahison des partis socialistes. Il s'est solidarisé avec les héroïques Bolchéviks qui se défendent contre les armées et le blocus capitalistes. Il a reconnu et proclamé que seul le bloc du Proletariat mondial pouvait abattre le bloc du Capitalisme universel. »

Inutile de dire que cette organisation ne fut pas reconnue par Moscou... Nombre de militants libertaires connus pour leur intransigeance à défendre l'individu se convertirent – momentanément pour la plupart – en partisans de la dictature du prolétariat, parmi lesquels André Lorulot, Émile Armand, Mauricius et Charles-Auguste Bontemps¹². Lorulot écrira que « la dictature de fer du prolétariat » sera une « dictature des élites sur les brutes », montrant par là une vision essentiellement élitiste et méprisante pour les masses¹³.

Le Parti communiste français – le « vrai » – issu du congrès de Tours en 1920 fera le chemin inverse en se débarrassant des éléments ultra-gauche, anarchisants et syndicalistes révolutionnaires.

Il est facile de railler cette tentative avortée de former un parti communiste, mais il faut garder à l'esprit que nous sommes alors dans un contexte où l'enthousiasme pour la révolution russe domine et où, surtout,

12 Charles-Auguste Bontemps écrit dans *Le Libéraire* du 28 novembre 1920 que la dictature « est un mal, mais un mal nécessaire » et qu'elle seule peut « aider à installer un système communiste ».

13 « Cela nous rappelle un manifeste signé vers 1922 par des personnalités du mouvement individualiste français, parmi lesquelles figuraient Manuel Dévaldès et André Lorulot, personnalités qui se déclaraient, sans y adhérer, favorables au régime bolchévique, alors en train d'assassiner la Révolution russe, et attaquaient Sébastien Faure qui menait campagne contre cet assassinat... » (Gaston Leval, « la Crise permanente de l'anarchisme ».)

peu d'informations ont filtré sur la nature réelle du régime qui est en train de se mettre en place en Russie : beaucoup de militants pensent que Lénine est un bakouninien et que les soviets sont la version russe des bourses du travail.

Le fait que ce soient des anarchistes qui aient constitué le premier parti communiste, en soutien à la révolution en Russie, est plutôt à leur honneur.

L'embryon de parti communiste constitué l'initiative du CDS ne sera pas reconnu par Moscou ; il disparaîtra sous les coups de la répression policière consécutive aux grèves de 1919.

Les militants qui créèrent le premier parti communiste en France étaient des militants syndicalistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes qui s'engagèrent avec enthousiasme dans le soutien à la révolution russe et qui croyaient appuyer ce qu'ils croyaient être la première révolution émancipatrice du prolétariat. A cette époque-là ils ne disposaient pas encore des informations nécessaires pour comprendre la nature du régime qui était en train de se mettre en place en Russie. Les rapports faits par les anarchistes russes furent sans doute accueillis par l'incrédulité des militants en Europe occidentale. En revanche les rapports des délégués des confédérations syndicales qui assistèrent au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge ne purent laisser de doute à ceux qui n'avaient pas été bernés par la propagande du régime.

L'histoire du mouvement ouvrier français à partir des années Vingt ne peut se comprendre qu'avec la conscience qu'il s'est divisé entre ceux qui ont soutenu le pouvoir bolchevik qui réprimait féroce­ment la classe ouvrière et toute opposition politique au régime, même de gauche ; et ceux qui se rendirent compte qu'il n'était pas possible, moralement comme politiquement, de soutenir ce régime.

Malheureusement, cette fracture a également divisé le mouvement syndicaliste révolutionnaire.

Esquisse d'une histoire du premier parti communiste en France.....	1
Contexte.....	1
« La tâche des Zimmerwaldiens de gauche »	5
Reprendre le contrôle de l'organisation	8
La « phalange héroïque des patriotes de l'arrière »	11
La « Confédération communiste du prolétariat de France »	15